

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 18/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CANDIA**

3 RUE DE LA CONVENTION  
CHEMIN DES MINES  
38200 Vienne

Références : DDPP38 2025 05613  
Code AIOT : 0053800603

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement CANDIA implanté 3 RUE DE LA CONVENTION CHEMIN DES MINES 38200 VIENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANDIA
- 3 RUE DE LA CONVENTION CHEMIN DES MINES 38200 VIENNE
- Code AIOT : 0053800603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée le 19 janvier 1971, Candia est une société du groupe coopératif SODIAAL qui collecte 4,7 milliards de litres de lait dans plus de 73 départements auprès d'environ 18 000 producteurs. Le site de Vienne (10 ha) accueille Candia mais aussi plusieurs autres sociétés : Logoplaste, Yoplait, les bâtiments administratifs de Sodiaal Union et le VTC (Vienne Technical Center), centre de recherche et de développement pour le groupe SODIAAL des marques Yoplait. La société Yoplait contrôlé depuis 2011 par le groupe américain Général Mills, a été rachetée par Sodiaal, de nouveau, en 2021. Le site emploie 660 salariés dont 220 pour Candia, 260 pour Yoplait, 20 pour Sodiaal et le reste pour le VTC. Le site fonctionne 24h/24 et 7j/7.

L'activité du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2010-06847 du 17 août 2010, modifié par l'arrêté complémentaire n°2014 106-0015 du 16 avril 2014 (rétention des eaux incendie). Le site est soumis à la Directive IED. Le dossier de réexamen IED, déposé le 17 février 2021, est en cours

d'instruction par l'inspection.

Une attention particulière était apportée au point 5 des constats portant les rejets aqueux et faisant suite à ceux de l'inspection du 21 mars 2024 sur cette même thématique.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 12.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Périodicité de surveillance	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2	Sans objet
2	Emission de polluants à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 3.6	Sans objet
3	Respect de la périodicité des contrôles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 3.8	Sans objet
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 12.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu. Des non-conformités ont été constatées concernant le suivi des installations électriques et le plan de sobriété hydrique du site. Des non-conformités majeures persistent concernant le respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux et justifient une mise en demeure de l'exploitant sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site Candia de Vienne est classé au titre de la rubrique 3642-3 pour un volume de 1500 t/j.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Pour l'année 2024, le tonnage de produits finis est de 108 655 tonnes pour Yoplait et de 211 849 tonnes pour Candia, soit un total de 320 504 tonnes/an (moyenne de 878 tonnes/j).  La journée avec la production la plus importante sur le site est le 28/09/2024 (pour Candia) avec

<p>1 146 tonnes de produit finis (pas de production YOPLAIT ce jour là car c'était un samedi), soit un total de 1146 T/j.</p> <p>Pour Yoplait, le jour de production le plus important est le 18/12/2024 avec 595.4 tonnes (et 298 tonnes de produits finis ce jour là pour Candia) soit un total de 893,4 tonnes/j.</p> <p>Sur 2024, le volume maximum de lait réceptionné sur le site sur 24h a été de 1 391 klitres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Émission de polluants à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 3.6		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejets atmosphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<p>Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, seront égales ou inférieures aux valeurs prévues dans le tableau ci-dessous :</p>		
<b>Installation_rejet</b>	<b>Paramètres</b>	<b>Valeurs limites</b>
chaufferie	poussière	5mg/m <sup>3</sup>
chaufferie	SO2	35 mg/m <sup>3</sup>
chaufferie	NO2	150 mg/m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>		
<b>Conforme :</b>		
<p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des chaudières 1 et 2 a été réalisé le 8 avril 2025. Les rejets atmosphériques sont conformes pour les poussières, SO2 et NO2 et respectent les valeurs limites d'émission.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

## N° 3 : Respect de la périodicité des contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences des contrôles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au moment de chaque remise en marche de la chaudière après un arrêt prolongé et au moins tous les trois mois durant la période de fonctionnement , des mesures de rendement doivent être effectuées. Lors de ces opérations, les paramètres mentionnés sont recherchés et les résultats sont enregistrés.</p> <p>Les contrôles périodiques prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>Les appareils et chaînes de mesure mis en œuvre pour les contrôles en continu seront régulièrement vérifiés, étalonnés et calibrés selon les spécifications du fournisseur.</p> <p>Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesure pour les contrôles périodiques.</p> <p>[...]</p> <p>Un bilan quantitatif des émissions de polluants émis à l'atmosphère sur l'ensemble du site sera</p>

<p>établi annuellement et transmis avant le 31 décembre de chaque année à l'inspecteur des installations classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précisera également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation.</p> <p>Ce bilan portera sur les rejets suivants : CO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, Nox, Poussières, Les teneurs devront être conformes aux normes réglementaires en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Le site est équipé de 2 chaudières. Une seule chaudière fonctionne, la 2ème étant utilisée uniquement en cas de panne. La chaudière fonctionne au gaz naturel de ville. Elle est exploitée par un prestataire pour le compte de Candia. Celui-ci effectue des contrôles sur site 3 fois/semaine sur les paramètres suivants : contrôle des produits, analyses des eaux, tests 72h, contrôle de bon fonctionnement notamment. Le dernier contrôle date du 5/11/25.</p> <p>Le brûleur à gaz de la chaudière a été changé en 2022.</p> <p>La cuve de propane (dossier de porter à connaissance du 16 mars 2023) n'est plus utilisée depuis décembre 2023. Elle est à moitié pleine. Elle reste sur le site pour le moment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prélèvement d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume d'eau prélevé</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est classé en autorisation au titre de la Loi sur l'eau pour la rubrique 1.1.2.0. « Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup> /an (A) : pour 1 500 000 m<sup>3</sup> /an.</p> <p><b>Arrêté préfectoral du 10/07/2023, article 10 :</b></p> <p>[...] Sont exemptés les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour a minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Le site fonctionne avec 9 pompes réparties sur 5 puits. Chaque pompe dispose de son propre compteur. Les compteurs sont remplacés dans leur 9ième année, conformément aux directives de l'Agence de l'eau. Cela implique le remplacement du compteur forage n°5 en 2026, celui de la pompe 4 en 2030 et les autres en 2032. Candia a le projet de rajouter 7 compteurs sur différents ateliers pour suivre plus précisément la consommation en eau des ateliers de Candia. Yoplait</p>

dispose de 10 compteurs d'eau.  
3 099 388 m<sup>3</sup> d'eau ont été prélevés en 2024 sur la nappe d'alluvions du Rhône, dont 697 362 m<sup>3</sup> d'eau consommés (22%). L'eau non consommée est rejetée dans le Rhône (assimilé à un « circuit fermé »).

La consommation en eau du site est relevée tous les samedis sur les relevés des automates. Le jour du contrôle, les index du puit 3 (pompe 6 et 7 en fonctionnement) ont été vérifiés. La pompe n°6 indique un index de 1029 233 et la pompe n°7 de 841 303. Sur l'automate au puit n°3, les index sont de 1 029 408 et de 841 326. Les index des automates (relevés informatiques) sont cohérents.

Le site fonctionne en flux poussé, il fait donc partie des exemptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023. L'exploitant a mis en place un premier PSH en février 2024 conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 10/07/2023. L'exploitant a fourni un PSH mis à jour d'octobre 2025.

**Non conforme :**

- *Relevé de la consommation en eau* : aucun contrôle n'est effectué entre les données de l'automate du puit n°3 (relevé informatique) et le compteur réel. Ce compteur est souterrain et très difficilement accessible.
- *Plan de sobriété hydrique (PSH)* : Le PSH d'octobre 2025 mentionne tantôt des données communes à Candia et Yoplait, tantôt des données propres à Candia. Le calcul de l'indicateur de production n'est pas précisé.  
Les volumes d'eau prélevée, consommée et rejetée ne sont pas précisés pour chaque activité du site (Candia + Yoplait).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- *Relevé de la consommation en eau du site* : un contrôle de cohérence pour la consommation en eau, doit être effectué sur tous les puits du site au moins une fois /an, entre les index des automates et ceux des compteurs.
- *PSH* : Le PSH doit être complété avec les données de Yoplait et de Candia (volumes prélevés, consommés et prélevés) doivent être identifiés pour chaque usine.  
L'indicateur de production doit répondre aux conclusions des MTD pour les laits de consommation. L'exploitant doit faire référence au BREF FDM « Industries agro-alimentaires » et à la Décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (*Titre III : Autres dispositions également applicables à certains secteurs d'activité 17. Secteur de l'industrie laitière*) Les conclusions sur les MTD incluent un rejet spécifique pour le lait de consommation notamment).

**4.2. Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux**

Les techniques générales destinées à réduire la consommation d'eau et le volume des rejets d'effluents aqueux sont indiquées à la section 1.4 des présentes conclusions sur les MTD. Les niveaux indicatifs de performance environnementale sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9

**Niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques**

Produit principal (au moins 80 % de la production)	Unité	Rejets d'effluents aqueux spécifiques (moyenne annuelle)
Lait de consommation	m <sup>3</sup> /tonne de matières premières	0,3–3,0
Fromage		0,75–2,5
Poudre		1,2–2,7

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2022, article 4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejets aqueux			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les valeurs limites d'émissions ci-dessous sont applicables aux rejets en sortie de la station d'épuration du site :			
Substances	Code sandre	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal (kg/j)
Débit	1552	3 800 m3/j maximum	
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5	
Température	1301	< 30 °C	
MES	1305	35	133
DCO	1314	125	475
Azote global (NGL)	1551	30	114
Phosphore total (PT)	1350	4	15,2
DBO5	1313	30	100
Chlorures	1337	/	/
Zinc et composés	1383	0,8 mg/L si le rejet dépasse 20 g/j	/
Fer, aluminium et leurs composés	7714	5 mg/L si le rejet dépasse 20 g/j	/
Composés organiques halogénés (AOX)	1106	1 mg/L si le rejet dépasse 30 g/j	/
AMPA	1907	450 µg/L si le rejet dépasse 1 g/j	/
<b>Constats :</b>			
La qualité des rejets d'eaux pluviales et de refroidissement n'a pas été vérifiée lors de cette inspection, seulement celle du rejet au Rhône en sortie de station d'épuration.			
<b>Non conforme :</b>			
Les résultats d'analyses transmis par l'exploitant à l'inspection via GIDAF sur 2024 et 2025 ont été contrôlés dans le cadre de cette inspection. Les résultats montrent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission (VLE) autorisées pour l'ensemble des paramètres MES (1305), DCO (1314), phosphore total (1350), DBO5 (1313), azote global (1551). Des dépassements supérieurs à 2 fois les VLE autorisées sont régulièrement enregistrés. Ces dépassements sont parfois expliqués par des incidents en production mais des dépassements sont également constatés sans incident de production sur le site.			
Sur 2025, 6 incidents ont déjà été signalés par l'exploitant (janvier, avril, juillet, août, septembre et octobre). Ces incidents portent sur des déversements accidentels de lait (avril et juillet 2025), d'acide nitrique (août 2025), de départ de boues (septembre 2025). En janvier, les VLE sont respectées sur 3 jours, 15 jours en février, 20 jours en mars, 9 jours en avril, 17 jours en mai, 13 jours en juin, 14 jours en juillet, 18 jours en août, 13 jours en septembre et 10 jours en octobre. Au moins un des paramètres analysé dépasse les VLE soit en concentration, soit en flux, soit les 2. En 2024,			

une situation identique est observée sur les 12 mois de l'année.
Ce non respect des VLE a déjà été notifié à l'exploitant lors de l'inspection du 21 mars 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Devant la récurrence des dépassements des VLE sur les paramètres des rejets aqueux, l'inspection propose à Mme la Préfète, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions des paramètres mentionnés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022 dans un délai de 12 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 6 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 12.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>[...]</p> <p>L'établissement devra justifier de la disponibilité d'un débit horaire minimal de 1140 m<sup>3</sup> /heure ; ce débit sera assuré par le fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendie nécessaires et hors des besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendie armés, sprinkleurs) avec un minimum de 60m<sup>3</sup>/h par poteau public ou privé dont un implanté à 200 mètres au plus du risque. Ce débit devra pouvoir être assuré sans interruption pendant au moins trois heures grâce aux réserves incendie dont la capacité devra être vérifiée.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>
<p><b>Conforme :</b></p> <p>Le site dispose de 6 poteaux incendie et une bouche incendie dont le débit a été contrôlé le 6 octobre 2025.</p> <p>Les débits de ces poteaux incendie sont de 110 m<sup>3</sup> /h, 117 m<sup>3</sup> /h, 120 m<sup>3</sup> /h, 120 m<sup>3</sup> /h, 111 m<sup>3</sup>/h et 120 m<sup>3</sup> /h soit un total de 698 m<sup>3</sup> /h auxquels il faut ajouter la bouche incendie de 120 m<sup>3</sup> /h soit 818 m<sup>3</sup> /h</p> <p>Le site dispose également d'un sprinklage de 400 m<sup>3</sup> /h grâce à une citerne de 600 m<sup>3</sup>. Des essais de fonctionnement du sprinklage sont effectués chaque semaine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 12.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées</p>



dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

**Conforme :**

Les rapports de contrôle ERT (Code du travail) 2024 et 2025 de Candia ont été envoyés à l'inspection. En 2024, 133 observations ont été signalées à l'exploitant dont 29 nouvelles observations (22%). En 2025, 137 observations ont été signalées avec 59 nouvelles observations (43%).

Les réparations sont effectuées soit en interne (réparations simples) soit via un prestataire qualifié. Le schéma des réseaux, régulièrement mentionné dans les observations, sera fait par une société spécialisée.

**Non conforme :**

Les rapports de contrôle ERT de l'usine Yoplait n'ont pas été adressés à l'inspection. Dans son courrier du 08/12/2025, l'exploitant précise que les rapports de contrôles ERT de Yoplait ont été adressés à l'inspection par mail le 07/11/25. Il convient de renvoyer ces documents via la plateforme France Transfert pour les fichiers volumineux car les documents n'ont pas été reçus par l'inspection.

Les rapports de contrôles envoyés à l'inspection en amont du contrôle, ne permettent pas de savoir s'il s'agit de l'usine Candia ou Yoplait.

Les réparations ne sont pas systématiques enregistrées même si l'exploitant a mis en place depuis peu, un suivi informatique des réparations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le tableau informatique pour le suivi des réparations des installations électriques doit être complété et adressé à l'inspection.

Les rapports de contrôles ERT 2024 et 2025 du site Yoplait doivent être envoyés à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Périodicité de surveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/08/2022, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Périodicité de contrôle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ses rejets aqueux selon le programme suivant :

Substances	Code sandre	Périodicité de surveillance
Débit	1552	Journalière
pH	1302	Journalière
Température	1301	Journalière
MES	1305	Journalière

DCO	1314	Journalière
Azote global (NGL)	1551	Journalière
Phosphore total	1350	Journalière
DBO5	1313	hebdomadaire
Chlorures	1337	Mensuelle
Zinc et composés	7464	Trimestrielle
Fer, Aluminium et leurs composés	6616	Quinquennale
AOX	1135	Quinquennale
AMPA	1106	Quinquennale

#### Constats :

##### Non conforme :

Le paramètre zinc et ses composés (1383) n'ont pas fait l'objet d'analyse en 2024 et en 2025 bien que sa surveillance soit prescrite à une fréquence trimestrielle.

Les paramètres zinc (7464), fer, aluminium et leurs composés (7714), AOX (1106) et AMPA (1907) n'ont pas fait l'objet d'analyse par l'exploitant en 2023, 2024 et 2025 (à la date de l'inspection).

Par mail en date du 10 novembre 2025, l'exploitant confirme que ces paramètres ont été intégrés au plan de surveillance des rejets aqueux du site.

Dans son courrier du 08/12/2025, l'exploitant explique que ces paramètres ont été analysés en juillet 2024 sans que les résultats d'analyses ne soient enregistrés sur GIDAF. De nouvelles analyses sont programmées et seront enregistrés sur GIDAF pour marquer le T0.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire les analyses des paramètres zinc (7464), fer, aluminium et leurs composés (7714), AOX (1106) et AMPA (1907) et respecter la périodicité de contrôle de ces paramètres. Les résultats des analyses marqueront le « T0 » de la périodicité d'analyses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois